

Rapport du FMI

Entre aveuglement libéral et contradictions !

mardi, 6 août 2013

Dans son rapport annuel sur l'économie française, le Fond Monétaire International prône une légère baisse des impôts en France, tout en encourageant le gouvernement à « poursuivre voire à accélérer les réformes structurelles » pour mettre un terme aux « rigidités du marché du travail, freins pour la croissance et la compétitivité des entreprises ». En tête de liste des réformes prioritaires selon le FMI : les retraites (sans hausse des cotisations) et le démantèlement du SMIC.

Une fois de plus, le Fonds Monétaire International agit en avocat du libéralisme et des politiques d'austérité qui ont conduit de nombreux pays à des crises sociales sans précédent.

Loin d'enrayer les déficits créés par la financiarisation des économies, les recommandations de la Troïka* les ont accélérés et aggravés. Cette politique a conduit au démantèlement des services publics, et à l'explosion du chômage en Europe (26 millions de chômeurs), provoquant des exodes massifs et des drames humains. Le FMI, qui a d'ailleurs fini par reconnaître l'échec de ses préconisations pour le plan de sauvetage de la Grèce en 2010, préconise les mêmes recettes pour la France !

La relance de la croissance en Europe, c'est comme le préconise la Confédération européenne des Syndicats, l'arrêt des politiques d'austérité, du dumping social, économique et fiscal.

Le gouvernement français serait bien inspiré de ne pas suivre les recommandations du FMI et de changer de cap, notamment en stoppant les cadeaux fiscaux faits aux entreprises sans contrepartie en matière d'investissement dans l'emploi, la formation, les salaires et l'investissement productif.

Cela passe aussi par l'augmentation significative du SMIC et des salaires dans le privé comme dans le public. Pour ce changement de cap, pour tourner le dos aux politiques d'austérité prônées par le FMI et la Troïka et mises en œuvre par le gouvernement, la CGT appelle les salariés à se mobiliser le 10 septembre pour les retraites, l'emploi et les salaires.

Montreuil, le 6 août 2013

**Troïka : Banque Centrale Européenne, Union Européenne, Fond Monétaire International.*
